

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 42 (2026)

Faits saillants

- ❖ Singapour : Anthropic inaugure un bureau et signe un accord avec le gouvernement sur la sécurité et l'évaluation des modèles d'intelligence artificielle.
- ❖ Indonésie : le président Prabowo inaugure onze projets industriels représentant 10 Md USD d'investissements dans le parc de Weda Bay, notamment dans les filières du nickel et de l'aluminium.
- ❖ Vietnam : l'agence japonaise R&I relève la note souveraine du pays à BBB-, lui permettant d'accéder pour la première fois à la catégorie « investissement » auprès de cette agence.

LE CHIFFRE À RETENIR

**689 Md
USD**

d'investissements
annuels moyens
nécessaires d'ici
2050 pour atteindre
la neutralité carbone
dans l'ASEAN, selon
une nouvelle feuille
de route régionale.

Région

Le FMI prévoit un ralentissement de la croissance et alerte sur les risques énergétiques et financiers

Dans ses perspectives régionales présentées le 15 octobre 2026, le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une croissance asiatique de +4,8 % en 2026 et de +4,4 % en 2027, après +5 % en 2025. Ces prévisions, relevées par rapport à avril, reflètent notamment le dynamisme des investissements liés à l'intelligence artificielle (IA). La croissance des économies avancées de la région devrait ainsi accélérer à +3,2 % en 2026, après +2,5 % en 2025. Celle des économies émergentes ralentirait à +5,1 %, après +5,6 %, pénalisée par le renchérissement de l'énergie. Le FMI souligne toutefois des risques principalement orientés à la baisse. Une prolongation du conflit au Moyen-Orient pourrait maintenir les prix des matières premières à des niveaux élevés, tandis qu'une correction de la demande liée à l'IA affecterait particulièrement l'Asie, fortement

intégrée aux chaînes de production du secteur. Le resserrement monétaire attendu aux États-Unis et les tensions budgétaires des grandes économies avancées pourraient également accroître les rendements obligataires asiatiques et alourdir le service de la dette publique. Dans ce contexte, le FMI recommande aux banques centrales de privilégier la stabilité des prix et de réagir rapidement si les pressions inflationnistes persistent. Il préconise des mesures budgétaires ciblées et temporaires, en évitant les subventions généralisées aux carburants et les contrôles des prix.

L'ASEAN dévoile une feuille de route pour financer sa transition énergétique à l'horizon 2050

Présentée le 14 octobre 2026 à Manille lors de l'ASEAN Energy Business Forum, la feuille de route pour la transition énergétique et l'investissement (ETIR) analyse les trajectoires possibles du système énergétique régional jusqu'en 2050. Élaborée par Sustainable Energy for All (SEforALL), en coopération avec le Centre de l'énergie de l'ASEAN et les États membres, avec le soutien du Royaume-Uni, elle couvre l'électricité, les transports, les bâtiments, l'industrie et l'agriculture. Dans le scénario modélisé de neutralité carbone, les investissements annuels moyens atteindraient environ 689 Md USD jusqu'en 2050, principalement dans l'électricité et les transports. À cet horizon, l'approvisionnement en énergies fossiles serait inférieur de 57 % à celui du scénario tendanciel, tandis que les renouvelables représenteraient environ 44 % de l'approvisionnement total en énergie primaire. La feuille de route met l'accent sur l'électrification des usages et le renforcement des interconnexions électriques transfrontalières pour diversifier l'accès aux ressources renouvelables et améliorer la sécurité énergétique. Elle envisage également un recours ciblé à l'hydrogène, à la bioénergie et aux technologies de gestion du carbone pour les activités difficiles à décarboner. Le scénario de neutralité carbone pourrait soutenir 8,6 millions d'emplois supplémentaires en 2050 par rapport au scénario tendanciel, sous réserve de mesures d'accompagnement des travailleurs et des territoires dépendants des énergies fossiles.

Indonésie

Avalisation : le président Prabowo inaugure onze projets dans les secteurs du nickel et de l'aluminium dans les Moluques du Nord

Le 8 octobre, le président Prabowo Subianto a inauguré onze projets industriels pour un montant total de 180 000 Mds IDR (10,0 Mds USD) au sein du parc industriel de Weda Bay (*Indonesia Weda Bay Industrial Park*), situé sur l'île d'Halmahera (Moluques du Nord). Quatre installations entrent en exploitation commerciale et sept usines sont en construction, destinées à la production de matériaux et

composants pour batteries, de l'aluminium, des camions électriques et du verre pour panneaux solaire. Plusieurs de ces sites fonctionnent toutefois déjà depuis des mois, voire des années. La cérémonie a aussi marqué le lancement à l'export de nouveaux produits de la zone industrielle, notamment des matériaux pour batteries électriques, de l'aluminium et des pièces pour engins de chantier. Le parc industriel de Weda Bay est opéré par une coentreprise des groupes chinois Tsingshan, Huayou et Zhenshi. Le parc accueille des projets majoritairement portés par des acteurs chinois, ainsi qu'Eramet, présent à travers sa participation dans Weda Bay Nickel (WBN), une co-entreprise avec Tsingshan et Antam pour l'exploitation de la plus grande mine de nickel au monde. Cette cérémonie illustre par ailleurs le rôle des capitaux étrangers, notamment chinois, dans le développement des grands chantiers industriels indonésiens, notamment la transformation locale des ressources (*downstreaming*).

Dans le cadre de la publication du WEO du FMI, l'Indonésie voit ses perspectives de croissance révisées à la hausse et réaffirme sa discipline budgétaire

Dans son *World Economic Outlook* (WEO), publié le 13 octobre 2026 à l'occasion des Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale à Bangkok, le FMI relève sa prévision de croissance de l'Indonésie pour 2026 de 5,0 % à 5,1 %. Ce niveau reste toutefois en deçà de l'objectif gouvernemental de 5,4 %. La Banque mondiale et l'OCDE ont également relevé leurs projections à 5,2 %. Par ailleurs, selon le FMI, l'inflation atteindrait 3,3 % en 2026, contre 3,0 % dans le précédent exercice de prévision (avril 2026) et 1,9 % en 2025, avant de refluer à 2,8 % en 2027. Elle resterait ainsi dans la cible de la banque centrale indonésienne *Bank Indonesia* (2,5 % $\pm$ 1 %). Le déficit courant se creuserait à 1,6 % du PIB, contre 0,1 % en 2025. Sur le plan budgétaire, le déficit s'établissait à 1,24 % du PIB fin septembre. Le FMI l'anticipe à 2,9 % du PIB en fin d'année, au-delà de l'objectif du ministère des Finances (2,85 %). Dans ce contexte, un mois après avoir succédé à Purbaya Yudhi Sadewa, le ministre des Finances Suahasil Nazara a réaffirmé à Bangkok l'engagement des autorités indonésiennes de contenir le déficit sous la barre des 3 % du PIB et la dette publique sous 60 % du PIB. Celle-ci demeure contenue à 41,7 % du PIB en 2026.

WEO	2025	2026		2027	
	oct-26	oct-26	avr-26	oct-26	avr-26
Taux de croissance (%)	5,1	5,1	5,0	5,1	5,1
Taux d'inflation (moyenne annuelle, %)	1,9	3,3	3,0	2,8	2,6
Solde budgétaire (% du PIB)	-2,9	-2,9	-2,9	-2,9	-2,9
Taux d'endettement public (% du PIB)	40,9	41,7	41,5	41,6	41,8
Solde courant (% du PIB)	-0,1	-1,6	-1,1	-1,0	-0,9

Eni cède 10 % de sept blocs gaziers du bassin de Kutei à Pertamina et MedcoEnergi

Le 12 octobre, le groupe italien Eni a signé deux accords contraignants pour céder des participations dans sept contrats de partage de production (PSC) du bassin de Kutei, au large de Kalimantan-Est. Ces blocs sont opérés par Searah, une coentreprise détenue à parts égales entre la compagnie pétrolière nationale malaisienne Petronas et Eni. Pertamina, compagnie énergétique nationale et premier producteur d'hydrocarbures indonésien, reprend via sa filiale Pertamina Hulu Energi, 10 % des blocs East Sepinggan, North Ganai et Rapak. Ces blocs comprennent les champs en production de Merakes et East Merakes, ainsi que les découvertes de Geng North et Gehem, au cœur du projet North Hub, classé projet stratégique national. Sa participation dans East Sepinggan passe ainsi de 15 % à 25 %. Le groupe privé indonésien Medco Energi Internasional (MedcoEnergi) acquiert pour sa part 10 % des blocs Ganai, West Ganai, East Ganai et Muara Bakau. Ceux-ci incluent le champ de Jangkrik, les projets Maha, Gendalo et Gandang du South Hub et la découverte géante de Geliga. MedcoEnergi vise ainsi à étendre sa présence dans la chaîne d'approvisionnement en GNL. Le montant des transactions n'a pas été communiqué.

Malaisie

La consolidation des finances publiques se poursuit avec un effort de soutien au pouvoir d'achat et aux entreprises

Présenté le 9 octobre, le cinquième budget du gouvernement MADANI repose sur une croissance du PIB projetée entre 4,2 % et 5,2 % (après 4,8 %-5,3 % en 2026). Les dépenses atteignent 112,5 Md USD (+3,6 % en g.a., 19,8 % du PIB), et les recettes sont prévues à 93,2 Md USD (+4,7 %, 16,4 % du PIB). Le déficit public poursuivrait sa réduction, à 3,3 % du PIB contre 3,6 % du PIB en 2026, pour atteindre de 3,0 % du PIB en 2028. La moitié des subventions en soutien au pouvoir d'achat (19,5 Md USD) est allouée aux carburants, alors que les dépenses d'investissement restent soutenues (20,3 Md USD). Les recettes fiscales progressent de 5,8 % (72,7 Md USD), grâce à l'élargissement de la taxe sur les ventes et les services. Le dividende de l'opérateur pétrolier Petronas atteindrait 7,8 Md USD (contre 6,6 Md USD en 2026), portant la part des revenus pétroliers à 16,1 % des recettes publiques (contre 15,1 % en 2026). La dette publique rapportée au PIB reculerait ainsi à 63,7 % du PIB en 2027 (contre 64,0 % du PIB en 2026). Les mesures en soutien au pouvoir d'achat concernent principalement le relèvement du salaire minimum de 416 à 489,5 USD. Pour les entreprises, l'impôt sur les PME

est réduit d'un point (14 % jusqu'à 36 700 USD de bénéfices net, 16 % entre 36 700 USD et 146 800 USD), les garanties de financement sont portées à 7,8 Md USD pour les entreprises de taille intermédiaire et la banque publique de développement (BPMB) se voit confier 1,7 Md USD de prêts à répartir entre 7 secteurs stratégiques, dont les énergies renouvelables, l'aéronautique et les semi-conducteurs. Pour attirer les investissements internationaux, la Malaisie allège l'impôt des entreprises qui y installent leurs fonctions régionales (dispositif *Global Services Hub*) : 5 % sur les bénéfices pour les nouvelles sociétés, 15 % pour celles déjà installées, puis 5 % sur leurs bénéfices supplémentaires, sur une durée pouvant aller jusqu'à 30 ans. Les incitations à la transition verte sont prolongées jusqu'en 2030. Les entreprises qui investissent dans des projets ou des équipements verts peuvent déduire jusqu'à 100 % de leurs dépenses, dans la limite de 70 % de leur revenu imposable. Les investissements continuent dans le numérique et l'IA : 1,5 Md USD pour la R&D, 1,2 Md USD pour JENDELA (infrastructures numériques) et 7,3 M USD pour aider 4 000 PME à adopter l'IA.

Pollution de l'air : un coût estimé jusqu'à 15 M USD par jour pour l'économie malaisienne

La brume (*haze*) qui persiste sur la Malaisie coûterait entre 6 et 15 M USD par jour en perturbations économiques, dépenses de santé et pertes de productivité selon les experts de l'université Sunway et de l'USIM. Le tourisme et l'aviation sont les plus touchés, avec une réduction d'environ 8 % des arrivées. L'agriculture pâtit également de la pollution à travers la baisse de production des maraîchers dans l'Etat de Johor, des rendements fruitiers divisés par deux et un impact différé de 6 à 12 mois sur l'huile de palme. Côté industrie, la Fédération des manufacturiers malaisiens (FMM) alerte aussi sur les risques pour la production en raison de l'absentéisme, des retards logistiques et des coûts de filtration et de protection. S'y ajoutent des fermetures d'écoles, des chantiers à l'arrêt et une baisse de fréquentation des commerces, qui pourraient avoir une répercussion sur la production de richesse nationale.

Singapour

La croissance du PIB ralentit à +5,4 % au troisième trimestre 2026

Selon les estimations officielles rapportées par *The Straits Times*, le PIB de Singapour a progressé de +5,4 % en glissement annuel au troisième trimestre 2026, après +6,2 % au trimestre précédent, dépassant le consensus de Bloomberg (+5,1 %). En données corrigées des variations saisonnières, la croissance trimestrielle s'établit à +1,1 %, contre +1,5 % au deuxième trimestre. L'industrie manufacturière ralentit (+7,5 %, après +12,9 %), tandis que la construction accélère (+8,8 %, après +6,1 %), soutenue par les projets

publics et privés. Le commerce de gros et de détail, les transports et l'entreposage affichent une croissance cumulée de +8 %, portée notamment par les exportations de produits électroniques et les transports maritime et aérien. Les services d'information et de communication, la finance et l'assurance ainsi que les services professionnels progressent ensemble de +4,3 %, après +5,1 %. Cette dynamique masque des disparités sectorielles : le commerce de détail et la restauration ne participent pas à l'expansion. Selon Selena Ling, économiste en chef d'OCBC, les activités liées à l'intelligence artificielle, à l'électronique et aux infrastructures restent les principaux moteurs de la croissance. Les données détaillées du troisième trimestre seront publiées en novembre 2026.

Anthropic ouvre un bureau et renforce sa coopération avec le gouvernement sur la sécurité de l'IA

Anthropic, développeur de Claude, a inauguré le 14 octobre 2026 un bureau à Singapour, situé à Raffles Place. Cette implantation accompagne la signature, le 13 octobre, d'un protocole d'accord avec le ministère du Développement numérique et de l'Information, portant sur la sécurité de l'intelligence artificielle (IA), l'évaluation des modèles, leur adoption responsable et la réponse aux incidents. La coopération prévoit notamment des travaux avec le Singapore AI Safety Institute afin de mieux évaluer les capacités et les risques des nouveaux modèles. Elle doit également permettre d'approfondir l'analyse des effets de l'IA sur l'emploi. Ce partenariat prolonge les échanges engagés en 2023, lorsque l'entreprise avait rejoint un dispositif d'expérimentation piloté par l'Infocomm Media Development Authority et l'AI Verify Foundation. Le nouveau bureau doit soutenir le développement commercial d'Anthropic auprès des administrations et des entreprises de la région. Selon l'entreprise, plus de 1 500 ingénieurs et personnels techniques de GovTech utilisent déjà Claude Code pour moderniser les systèmes publics. Le fonds souverain GIC, également investisseur dans Anthropic, figure parmi ses utilisateurs privés. D'après l'Anthropic Economic Index, Singapour occupe le deuxième rang sur 121 pays pour l'utilisation de Claude.ai rapportée à la population, avec un niveau 5,8 fois supérieur à celui attendu compte tenu de sa taille démographique.

La banque centrale maintient sa politique monétaire face aux pressions inflationnistes importées

Le 14 octobre 2026, la Monetary Authority of Singapore (MAS) a maintenu inchangés le rythme d'appréciation, la largeur et le niveau central de la bande de fluctuation du taux de change effectif nominal du dollar singapourien. Cette décision intervient après un léger relèvement du rythme d'appréciation en juillet. L'appréciation progressive de la devise doit contribuer à contenir l'inflation importée. L'inflation sous-jacente, qui exclut les coûts du logement et des transports privés, a atteint 2,1 % en glissement annuel en juillet-août, contre 1,5 % au deuxième trimestre, sous l'effet de la

hausse des coûts importés, notamment énergétiques et alimentaires. La MAS anticipe des pressions persistantes à court terme, avant une détente plus marquée à partir de mi-2027. Pour 2026, elle prévoit une inflation sous-jacente comprise entre 1,5 % et 2 % et une inflation globale d'environ 2 %. En 2027, les deux indicateurs devraient s'établir entre 1,5 % et 2,5 %. La croissance devrait rester soutenue à court terme par les activités liées à l'intelligence artificielle, la construction et les services financiers, avant de ralentir avec la modération du cycle technologique au second semestre 2027. La MAS estime que les risques inflationnistes restent orientés à la hausse, principalement en raison des incertitudes sur les prix mondiaux de l'énergie et des denrées alimentaires.

Les recettes touristiques reculent de -6,2 % au deuxième trimestre 2026

Selon les données publiées le 15 octobre par le Singapore Tourism Board (STB), les recettes touristiques de Singapour ont atteint environ 5,6 Md USD au deuxième trimestre 2026, en baisse de -6,2 % en glissement annuel. Les arrivées internationales ont diminué de -6,6 %, à 3,8 millions de visiteurs. Le STB attribue ce repli à un environnement international dégradé : l'escalade du conflit au Moyen-Orient a renchéri les carburants, réduit les capacités aériennes et pesé sur les déplacements, notamment depuis l'Europe. Les dépenses consacrées aux visites, aux divertissements et aux jeux ont enregistré la plus forte contraction (-15,4 %), suivies de la restauration (-9,8 %), de l'hébergement (-8,4 %) et des achats (-1,5 %). La Chine reste le premier marché contributeur aux recettes touristiques, devant l'Indonésie et l'Australie. Sur l'ensemble du premier semestre, les recettes demeurent toutefois relativement stables, à environ 12,3 Md USD (-0,3 %), malgré une baisse de -1,7 % des arrivées, à 8,2 millions de visiteurs. Les dépenses d'achats progressent de +2,9 %, soutenues notamment par l'ouverture de boutiques de luxe, tandis que celles de restauration et d'hébergement reculent respectivement de -6,2 % et de -5,3 %.

Renforcement du dialogue économique avec la Chine en amont de la présidence singapourienne de l'ASEAN

Singapour et la Chine ont examiné les perspectives de renforcement de leur coopération économique lors de la huitième réunion du comité de promotion des investissements, organisée en visioconférence le 13 octobre 2026. Ces échanges interviennent en amont de la présidence singapourienne de l'ASEAN en 2027. Le vice-Premier ministre et ministre du Commerce singapourien, Gan Kim Yong, et le ministre chinois du Commerce, Wang Wentao, ont identifié plusieurs domaines prioritaires : les services, l'économie numérique, le développement vert, l'innovation et la connectivité. Ils ont également fait le point sur les principaux projets bilatéraux, notamment le parc industriel de Suzhou, l'initiative de connectivité de Chongqing et la cité de la connaissance de Guangzhou. Dans un

contexte de transformation de l'économie mondiale, Gan Kim Yong a souligné l'importance de préserver l'ouverture et les connexions entre les deux économies afin de créer de nouvelles possibilités pour les entreprises. Il a également appelé à approfondir les échanges sur les politiques publiques et la coopération dans les secteurs émergents d'intérêt commun.

Vietnam

Le Vietnam accède à la catégorie investissement

L'agence japonaise Rating and Investment Information (R&I) a relevé, le 8 octobre, la note souveraine du Vietnam en devises étrangères de BB+ à BBB-, faisant entrer le pays pour la première fois dans la catégorie « investissement », qui regroupe les emprunteurs considérés comme présentant un risque de défaut relativement faible et offrant une meilleure sécurité aux investisseurs. Cette nouvelle note est assortie d'une perspective stable. R&I anticipe la poursuite d'une croissance soutenue, portée par la transition vers un modèle économique davantage axé sur la productivité et l'innovation, le développement de l'investissement public et l'attractivité du pays pour les investissements directs étrangers (IDE). Cette révision fait suite à une évaluation menée en avril et mai, au cours de laquelle le ministère des Finances a transmis à l'agence des données actualisées sur la situation macroéconomique et budgétaire, la dette publique et l'avancement des réformes.

Le Vietnam envisage de faciliter la participation étrangère à la modernisation des marchés traditionnels

Le ministère vietnamien de l'Industrie et du Commerce (MOIT) propose un nouveau cadre réglementaire visant à faciliter la participation des investisseurs étrangers au développement et à l'exploitation des marchés traditionnels. Le projet de décret, appelé à remplacer le décret 60/2024/NĐ-CP, autoriserait les investisseurs étrangers à détenir jusqu'à 49 % du capital de coentreprises constituées avec des entreprises vietnamiennes. Le Vietnam en compte plus de 8 000 marchés traditionnels, mais nombre d'entre eux nécessitent des investissements pour moderniser leurs infrastructures et améliorer leur gestion. Le projet vise ainsi à attirer des capitaux privés, des technologies et de nouveaux modèles d'exploitation, notamment dans le cadre de partenariats public-privé (PPP). Soumis au ministère de la Justice pour examen, le texte devrait être présenté au gouvernement en novembre.

UOB relève à 9,2 % sa prévision de croissance pour 2026

La banque singapourienne United Overseas Bank (UOB) a relevé sa prévision de croissance du PIB vietnamien à 9,2 % pour 2026, contre 8,5 % précédemment, après des résultats supérieurs aux attentes au troisième trimestre. La croissance a atteint 9,9 % sur un an au

troisième trimestre et 9 % sur les neuf premiers mois, soutenue notamment par l'industrie, la construction et les investissements. UOB table également sur une progression de 8,8 % en 2027, contre 8,4 % auparavant. La banque souligne toutefois les risques liés à l'accélération de l'inflation, aux tensions sur les prix de l'énergie et aux incertitudes commerciales internationales. Elle estime que l'objectif gouvernemental de 10 % de croissance en 2026 reste difficile à atteindre. Sa prévision demeure toutefois nettement supérieure à celles de la Banque mondiale (7,4 %) et de la Banque asiatique de développement (7,8 %), illustrant des anticipations contrastées quant à la dynamique économique du pays.

Le Vietnam, 43^{ème} mondial et 3^{ème} de l'ASEAN, poursuit sa progression

Selon le rapport 2026 sur l'Indice mondial de l'innovation (Global Innovation Index - GII), publié par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), le Vietnam gagne une place et se positionne au 43^{ème} rang sur 139 économies évaluées, poursuivant sa progression constante par rapport à la décennie précédente (où il occupait la 59^{ème} place en 2016). Au sein de l'ASEAN, le Vietnam se classe 3^{ème}, derrière Singapour et la Malaisie, mais devant la Thaïlande. Le Vietnam figure également parmi les leaders mondiaux pour la part des importations de haute technologie (3^{ème}), le nombre d'applications mobiles développées (5^{ème}) et la croissance de la productivité du travail (6^{ème}). Les efforts actuels s'inscrivent dans la mise en œuvre de la résolution n° 57-NQ/TW. Le gouvernement vietnamien utilise activement cet index pour guider ses politiques, avec l'ambition d'entrer dans le Top 40 mondial d'ici 2030 et le Top 30 d'ici 2045.

Thaïlande

Bangkok accueille les Assemblées annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale (12-18 octobre)

La ville avait déjà accueilli l'événement en 1991. 15 000 délégués sont inscrits à l'évènement, organisé au Queen *Sirikit National Convention Center* (QSNCC). A cette occasion, la Thaïlande souhaite démontrer sa capacité à accueillir des événements de ce niveau, mais également démontrer son attachement au multilatéralisme. Le ministre des Finances Ekniti Nitithanprapas a notamment déclaré, lors d'un événement conjoint avec la directrice exécutive du FMI Kristalina Georgieva, « Building Resilience in a Fragmented World » que le gouvernement thaïlandais « croyait dans l'ordre international et dans un système fondé sur des règles, même si les grandes puissances s'en méfient ». Il a également mis en avant la dynamique de l'investissement dans le pays liée selon lui au rôle de « pont » de la Thaïlande entre les différentes puissances. La Thaïlande ambitionne enfin de proposer en conclusion des Assemblées annuelles une « déclaration de Bangkok » reprenant comprenant un « *Bangkok Blueprint for Fraud-Resilient Financial Services* », un cadre de lutte

contre la criminalité financière numérique, réalisé conjointement avec le FMI et la BM, et comprenant 12 recommandations de politique publique.

La France, l'Allemagne et l'Union européenne réaffirment leur soutien au plan directeur thaïlandais de gestion du risque d'inondation dans le bassin de la Chao Phraya

La ministre déléguée chargée de la Francophonie et des Partenariats internationaux, Éléonore Caroit, a participé à Bangkok, le 14 octobre 2026, au lancement du projet de gestion des risques d'inondation du bassin du Chao Phraya. Ce plan sur 20 ans comprend (i) la rénovation des canaux et des voies d'évacuation de l'eau ; (ii) la modernisation de la gestion de l'eau, avec des systèmes de prévision numériques et des outils d'aide à la décision ; (iii) le renforcement de la capacité des communautés à se préparer aux catastrophes. La réalisation du plan doit être financée par des bailleurs multilatéraux et bilatéraux. L'Agence française de développement se positionne notamment comme un partenaire important des bailleurs multilatéraux (Banque asiatique de développement, Banque mondiale, AIIB, OPEC Fund), en particulier sur la gestion numérique des crues : prévision des inondations, alerte précoce et aide à la décision. L'Union européenne apportera un co-financement dans le cadre de sa stratégie *Global Gateway*, et l'agence d'aide au développement allemande se positionne sur une gestion des risques de catastrophe fondée sur les communautés locales.

Classement mondial de l'innovation de l'OMPI : la Thaïlande 3^{ème} parmi les pays à revenu intermédiaire supérieur, 4^{ème} en ASEAN

La Thaïlande gagne une place (44^e) dans le classement mondial de l'Innovation de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) par rapport à 2025, et est relevé comme l'un des pays surperformant relativement à son niveau de développement. Parmi les pays à revenu intermédiaire supérieur, la Thaïlande est classée derrière la Chine (10^e) et la Malaisie (34^e), mais devant la Turquie (45^e), la Mauritanie (50^e) et le Brésil (53^e). En ASEAN, la Thaïlande est derrière Singapour (5^e) la Malaisie et le Vietnam (44^e). Parmi les forces de la Thaïlande, l'OMPI note des critères financiers (le crédit et la capitalisation boursière) et commerciaux (commerce de biens à haute intensité technologique, exportations de biens créatifs, part des paiements liés à la propriété intellectuelle dans le commerce), et le dépôt de modèles d'utilité. Parmi les faiblesses, l'OMPI note les dépenses d'éducation, les scores PISA en lecture, mathématiques et sciences, le capital-risque, la croissance de la productivité du travail, et le commerce de services TIC.

Philippines

Croissance du PIB de 3,4% en 2026 aux Philippines selon le FMI

Selon le Fonds monétaire international (FMI), l'économie des Philippines devrait connaître une croissance ralentie à 3,4 % en 2026, contre 4,4 % en 2025. Cette performance placerait le pays parmi les économies à la croissance la plus faible d'Asie du Sud-Est. Le ralentissement s'explique notamment par la faiblesse des investissements et la hausse de l'inflation. Les prix élevés de l'alimentation et de l'énergie pèsent également sur le pouvoir d'achat des ménages. Le FMI prévoit par ailleurs une hausse du taux de chômage, liée aux difficultés du marché du travail, à 5,4% contre 4,7% en avril. L'inflation devrait atteindre en moyenne 5,6 % en 2026, aggravant la pression sur les consommateurs. Le FMI indique cependant que l'économie philippine pourrait rebondir en 2027, avec une croissance de 5,1 %, grâce à la reprise progressive des investissements.

El Niño fait peser des risques sur l'inflation, qui pourrait atteindre 8% au T4 2026

Selon Chinabank Research, l'inflation aux Philippines pourrait dépasser 8 % au quatrième trimestre 2026, si le phénomène climatique El Niño devenait particulièrement intense. El Niño pourrait provoquer une sécheresse importante et perturber la production agricole, ce qui devrait entraîner une hausse des prix du riz, des légumes et d'autres produits essentiels. L'augmentation des coûts de l'énergie aggraverait également les pressions inflationnistes. D'après Chinabank Research, un épisode sévère d'El Niño pourrait ajouter 1,57 point de pourcentage à l'inflation. Il pourrait aussi réduire la croissance économique du pays de 0,81 point de pourcentage.

Baisse de 23,9% des flux d'IDE entrants sur les sept premiers mois de l'année

Selon la Banque centrale des Philippines (BSP), les investissements directs étrangers (IDE) ont diminué de 23,9 % entre janvier et juillet 2026, atteignant 4,071 milliards de dollars contre 5,350 milliards un an auparavant. Cette baisse s'explique notamment par les tensions géopolitiques, les coûts de financement élevés et les incertitudes sur la demande mondiale, qui rendent les investisseurs plus prudents., mais également par les inquiétudes sur le contexte économique aux Philippines. Les investissements nets en instruments de dette ont chuté de 30,6 %, à 2,428 milliards de dollars. Les bénéfices réinvestis ont reculé de 14,2 %, tandis que les placements en capital ont diminué de 6,9 %. En juillet seulement, les IDE ont plongé de 44,1 % en variation annuelle, à 689 millions de dollars. Le Japon, les États-Unis et Singapour restent les principales sources d'investissements, notamment dans l'industrie manufacturière, la finance et l'immobilier.

Cambodge

Vingt milliards avec Hanoï, un objectif encore lointain

Le Premier ministre vietnamien Le Minh Hung a effectué les 9 et 10 octobre sa première visite officielle au Cambodge depuis son entrée en fonctions. Six accords et mémorandums ont été signés, portant sur la lutte contre la drogue, l'éducation, la préservation du monument de l'amitié entre le Cambodge et le Vietnam, la sécurité et le commerce. Un comité mixte, chargé de développer les échanges, sera créé. Les deux gouvernements ont par ailleurs réaffirmé leur objectif d'atteindre 20 Md USD d'échanges à terme. Cet objectif reste toutefois éloigné : sur les neuf premiers mois de 2026, les échanges bilatéraux ont atteint 6,6 Md USD (+ 8,5 %), soit près de 8,8 Md USD en rythme annuel. Atteindre 20 Md USD supposerait donc plus que doubler ces flux. Le Vietnam est ainsi le troisième partenaire commercial du Cambodge, derrière la Chine (17,6 Md USD, + 23 %) et les États-Unis (12,5 Md USD, + 13 %), sur les neuf premiers mois de 2026. Sa progression est la plus faible des trois, alors que le commerce extérieur cambodgien a augmenté de 22 % sur la même période.

Dépenses contraintes par la hausse du coût de la vie

Pchum Ben - célébré du 10 au 12 octobre cette année – est un événement marquant au Cambodge. Les réunions familiales et le respect des ancêtres sont de rigueur. Cette année, on a constaté 2,16 millions de déplacements (+0,8 % sur un an), selon le ministère du Tourisme. Les dépenses sont toutefois restées contraintes : certains commerçants font état d'un recul des ventes d'offrandes religieuses pouvant atteindre 40 % par rapport aux années précédentes. La hausse des coûts de transport pèse également sur les budgets, un aller-retour en province coûtant environ 50 000 riels (12,50 USD). Le gouvernement tente d'en limiter les effets. Le 7 octobre, le Premier ministre Hun Manet a indiqué que près de 500 M USD avaient été mobilisés pour amortir les coûts énergétiques, notamment par des réductions de droits sur les hydrocarbures et des subventions à l'électricité. Sans ces mesures, les prix des carburants auraient été, selon lui, supérieurs de 9 à 10 %. Le 11 octobre, le litre de d'essence était à 5 350 riels (+ 2,9 % en 6 mois). Les transferts monétaires versés jusqu'en décembre à 4,6 millions de personnes vulnérables représentent une aide d'environ 60 USD au total pour une famille rurale de quatre personnes.

Bakou, un premier jalon fiscal et énergétique

En déplacement à Bakou les 12 et 13 octobre pour le 7^e sommet de la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie (CICA), première étape d'une tournée en Turquie et au Kazakhstan, le Premier ministre Hun Manet a présidé avec le président İlham Aliyev la signature de trois accords. Le principal porte sur la non-double imposition des revenus. Un accord-cadre de coopération

commerciale et économique, et un mémorandum universitaire ont également été signés. Un accord de protection réciproque des investissements est en préparation. En marge du sommet, un forum d'affaires réunissant quelque 90 entreprises a permis d'évoquer de nouvelles perspectives de coopération. Le ministre azerbaïdjanais de l'Économie Mikayil Jabbarov a notamment indiqué que la compagnie pétrolière nationale SOCAR était disposée à étudier des investissements au Cambodge. Cette ouverture présente un intérêt pour le Royaume, qui dépend entièrement des importations de produits pétroliers et a récemment mobilisé près de 500 M USD pour amortir la hausse des coûts énergétiques (ci-dessus).

Laos

Le grand pari vietnamien : 4,7 Md USD d'investissements approuvés et l'ambition de briser l'enclavement

La visite au Laos du Premier ministre vietnamien, Le Minh Hung, les 8 et 9 octobre 2026, a donné une nouvelle impulsion à la coopération bilatérale dans les infrastructures, l'investissement et le numérique, selon les médias laotiens cités par VietnamPlus. Les échanges avec son homologue, Saleumxay Kommasith, ont notamment porté sur la levée des obstacles aux grands projets destinés à transformer le Laos en carrefour régional : autoroute Vientiane–Hanoï, développement du port vietnamien de Vung Ang, liaisons ferroviaires et oléoducs. Selon les chiffres officiels présentés lors de la conférence bilatérale de promotion des investissements, le Vietnam représente 4,7 Md USD, soit environ 55 % des 8,6 Md USD d'investissements approuvés par le Laos au cours des neuf premiers mois de 2026 dans les secteurs relevant des régimes de gestion et de concession. La visite s'est conclue par l'échange de 11 documents de coopération intergouvernementale et de 17 documents relatifs aux investissements entre entreprises et collectivités. Le volet numérique comprend la remise d'un système de gestion de la population et d'identification numérique des citoyens. Star Telecom (Unitel) a également signé des protocoles d'accord avec Vientiane et la province de Champassak sur l'administration numérique, les villes intelligentes et les services publics en ligne. Les représentants des entreprises ont appelé à davantage de transparence et de réformes administratives pour concrétiser les projets.

La banque centrale renforce le contrôle du crédit et des devises pour réduire l'inflation et stabiliser le kip

La banque centrale du Laos prévoit de renforcer le contrôle du crédit et du marché des changes pour contenir l'inflation et soutenir le kip. Selon sa gouverneure, Bounkham Vorachit, l'inflation devrait atteindre 7,9 % en moyenne en 2026, contre un objectif de 5 % fixé par l'Assemblée nationale. La hausse des tarifs de l'électricité constitue le principal moteur de cette inflation, devant les prix des

carburants et les fluctuations du change. Pour 2027, la banque centrale vise une inflation comprise entre 5,5 % et 5,8 %, et ne dépassant pas 6 %, sous réserve d'une moindre volatilité des prix des carburants. Elle entend limiter la croissance annuelle du crédit à 16 %, contre 17,6 % actuellement, tout en favorisant le financement de l'agriculture, de la production destinée à remplacer les importations et des exportations. Le renforcement du kip passe également par un meilleur rapatriement des recettes d'exportation en devises, dont la part doit atteindre 75 % fin 2026, puis 85 % en 2030. Les importateurs et exportateurs devront utiliser des comptes en devises dédiés auprès des banques commerciales. Parallèlement, la banque centrale étudie une stratégie sur dix ans visant à faire du kip l'unique monnaie utilisée dans le pays et encourage le paiement des impôts en monnaie nationale. Bounkham Vorachit reconnaît toutefois que cette transition sera progressive, compte tenu de la forte demande de devises et des pratiques multimonétaires.

Laos-Ouzbékistan... de l'Asie centrale au Mékong, l'ambition d'un nouveau pont économique

Les présidents ouzbek, Shavkat Mirziyoyev, et laotien, Thongloun Sisoulith, ont examiné les possibilités de renforcer leurs relations économiques le 15 octobre 2026, en marge du septième sommet de la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie (CICA), à Bakou. Selon la présidence ouzbèke, les échanges ont porté sur l'augmentation du commerce bilatéral, le développement des relations d'affaires et la promotion de projets conjoints dans les transports, la logistique, l'industrie pharmaceutique, la santé et le tourisme. Les deux dirigeants ont également souligné la nécessité d'élargir le cadre juridique de la coopération économique afin de faciliter les échanges commerciaux. Le rapprochement envisagé comprend aussi un renforcement des échanges éducatifs et culturels. Aucun montant d'investissement, calendrier de mise en œuvre ou accord commercial signé n'a été précisé dans le compte rendu.

Birmanie

Forte augmentation des prix du matériel solaire

Selon Eleven Media Group (11 octobre 2026), les prix des panneaux solaires auraient presque doublé en Birmanie, sur fond d'annonces de coupures d'électricité tournantes et de prévisions évoquant un possible « Super El Niño ». Un panneau Jinko, marque la plus répandue en Birmanie, serait passé de 550 000 MMK début août à près de 900 000 MMK. Le prix d'une batterie serait passé de 7,2 à 9,2 M MMK en deux jours. Les prix varieraient parfois entre le matin et le soir, et certains fournisseurs ne garantissent plus leurs devis que 24 heures. Les onduleurs, batteries et stations d'énergie de qualité, avec garantie et service après-vente, seraient presque épuisés, voire en rupture. En cause, selon les professionnels du secteur interrogés par Eleven Media : ruée des consommateurs, retards d'importation,

hausse des prix en usine en Chine et récente appréciation du CNY.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (David AH-VOUN, Marie-Pauline GIRIN, Donatien LACRESSE, Gauthier PERDEREAU-BILSKI)

Abonnez-vous : david.ah-voun@dgtresor.gouv.fr ; marie-pauline.girin@dgtresor.gouv.fr ; donatien.lacresse@dgtresor.gouv.fr ; gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org.